



CCYPS
Canadian Coalition for
Youth, Peace &
Security

Examen de la politique étrangère féministe

Soumis à Affaires mondiales Canada

Par : Coalition canadienne sur l'agenda Jeunes, paix et sécurité (CCYPS)

Le 16 novembre 2020

Nous souhaitons commencer cette présentation en applaudissant Affaires mondiales Canada et le gouvernement actuel pour le lancement de la première [Politique d'aide internationale féministe](#) du Canada en 2017. Nous sommes particulièrement heureux de l'accent mis par la politique étrangère sur les femmes et les filles et souhaitons souligner son chevauchement complémentaire avec le deuxième [Plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité](#) (C-NAP) lancé en novembre 2017. Avec cela, nous soutenons d'autres efforts interministériels pour combler les lacunes dans la création et l'établissement de la nouvelle politique étrangère féministe (PEF) du Canada, en utilisant le C-NAP en tant que meilleure pratique pour briser les silos entre les ministères.

Nous applaudissons les engagements pris en matière d'action environnementale et climatique, reconnaissant le rôle du Canada dans la création d'un avenir plus vert et plus sûr. Cependant, il existe un besoin important d'actions plus concrètes et de contributions substantielles de la part de divers groupes, en particulier des jeunes leaders autochtones, sur ce front. Cela comprend un accent sur l'atténuation des impacts du changement climatique sur les communautés rurales ; et les impacts de la migration climatique sur les femmes et les jeunes en assurant la protection des jeunes et des femmes qui sont forcés de migrer ou de demander l'asile. Comme il a été largement documenté, le [changement climatique a exaspéré la migration forcée](#) et [les mariages d'enfants, précoces et forcés \(MEPF\)](#), par conséquent, nous demandons que la nouvelle PEF inclut un financement spécifique pour les initiatives de lutte contre le MEPF.

Nous sommes conscients et applaudissons la vague de financement féministe au cours des quatre dernières années, contribuant grandement à la reconstruction des mouvements féministes à travers le monde. Cependant, un financement plus dédié aux services de [santé et de droits sexuels et reproductifs \(SDSR\)](#) doit être priorisé. Les efforts pour soutenir la SDSR comprennent la promotion et la protection des lois contre [l'exploitation et les abus sexuels / le harcèlement sexuel \(PSEA / SH\)](#) ; l'accès à des avortements gratuits et sécuritaires, à des médicaments et à des services reproductifs ; et des approches inclusives développées avec des dirigeants de la société civile travaillant à réduire la stigmatisation et à la réintégration des survivant(e)s dans les sociétés, alors que le monde voit une résurgence continue de ces droits. La lutte contre le harcèlement sexuel doit être considérée comme un aspect fondamental du respect des droits de la personne. La nouvelle politique devrait explicitement renforcer les soutiens pour garantir les soins de santé maternelle et la planification familiale chez les jeunes femmes.

En outre, nous souhaitons offrir une alternative au concept fortement référencé de [l'autonomisation](#). L'autonomisation est problématique car elle induit un manque d'autonomie, de capacité et d'indépendance. Au lieu de cela, nous vous demandons de donner la priorité au langage sur l'amplification et l'élévation des jeunes femmes, femmes



et filles dans la nouvelle PEF. Cela garantit la reconnaissance de l'agence individuelle et les contributions de celles-ci déjà actives dans divers aspects des sociétés.

Nous demandons une reconnaissance et un ciblage spécifiques des [analyses intersectionnelles](#) de la mise en œuvre de la politique étrangère dans cette nouvelle PEF. La considération intersectionnelle met l'accent sur les initiatives dédiées pour [les Noirs, les Autochtones et les personnes de couleur \(BIPOC\)](#) et d'autres groupes marginalisés, y compris ceux vivant avec des handicaps visibles et invisibles, en tant que collaborateurs et bénéficiaires de l'aide. Pour renforcer les considérations intersectionnelles accrues, nous demandons que la PEF se concentre sur la dé-tokenisation des jeunes en investissant dans des programmes et des initiatives qui mettent en évidence les contributions clés des jeunes dans les approches humanitaires et de consolidation de la paix, y compris les jeunes dans la prise de décision politique, les accords de paix et dans le maintien de la paix. Le soutien, la promotion et la protection dédiés aux droits des personnes [2SLGBTQ+](#) devraient également être une priorité dans l'application d'une perspective intersectionnelle pour une véritable politique étrangère féministe - il ne s'agit pas seulement de femmes et de filles, il s'agit également de diversité et d'expression de genres.

Les mouvements de base et dirigés par des jeunes ont besoin d'un soutien dédié avec un financement important et des ressources durables, y compris dans le financement de base, pour assurer la fourniture de services, de programmes et d'assistance. Cela comprend le financement spécifique au développement de subventions et pour les rapports obligatoires pour ceux qui sont bénéficiaires de financement gouvernemental, en particulier des organisations dirigées par des femmes et des jeunes ; avec adaptabilité et flexibilité dans les exigences de rapport, en gardant à l'esprit les capacités locales des organisations dans les zones humanitaires ou affectées par des conflits. Le financement et les exigences devraient être spécifiques au contexte et ne pas surcharger les organisations locales de base - un élément fondamental pour éliminer les barrières à l'entrée.

Nous soulignons la nécessité de reconnaître et d'intégrer les principes de l'agenda [Jeunes, paix et sécurité \(JPS\)](#) dans la nouvelle politique globale, y compris les synergies clés entre JPS et l'agenda [Femmes, paix et sécurité \(FPS\)](#), dans sa création, sa mise en œuvre, son financement et son suivi.

Investir dans les jeunes, et en particulier les jeunes femmes, dans les initiatives économiques et dans les organisations de soutien travaillant dans les communautés locales pour des activités économiques fortes des jeunes, contribue considérablement à l'élimination des obstacles à l'entrée et à la réduction de la violence sexuelle et sexiste. Comme la [COVID-19 a exaspérée l'écart numérique](#), la nouvelle PEF devrait accorder une attention particulière à la réduction de cet écart numérique pour les personnes à faible revenu ou dans les communautés rurales, afin de garantir leur accès à des informations et à des technologies potentiellement vitales et révolutionnaires. Cela ne peut être réalisé qu'en se désengageant des efforts économiques qui perpétuent les conflits dans le Sud,



par exemple par l'extraction de ressources, souvent utilisées pour le développement technologique.

Nous demandons des engagements dédiés pour combler l'écart d'accès à l'éducation, [exaspéré par la COVID-19](#), en particulier pour les jeunes (et en particulier les jeunes femmes) des communautés rurales ou éloignées qui n'ont pas accès à des établissements d'enseignement sûrs ou à des outils d'apprentissage en ligne. En outre, il est essentiel de garantir un soutien aux politiques permettant aux jeunes mères de retourner à l'éducation formelle ou informelle, y compris les considérations dans les plans de relance post-COVID-19. Pour soutenir la mise en œuvre de [l'Objectif de développement durable \(ODD\) 4 sur l'éducation](#), nous demandons qu'un soutien et un financement spécifique pour lutter contre l'extrémisme et les attaques contre l'éducation soient prioritaires, ce qui comprend la protection de l'éducation et le renforcement du soutien aux initiatives de renforcement des compétences.

Le leadership du Canada en matière de paix et de sécurité est louable. Cependant, il y a un manque important dans la priorisation de l'agenda Jeunes, paix et sécurité (JPS) dans toutes les politiques, y compris un manque de référence explicite à l'agenda JPS en général. Nous demandons la reconnaissance et l'amplification du rôle crucial des jeunes dans les programmes de paix et de sécurité, y compris, mais sans s'y limiter, à la consolidation de la paix, la participation politique, la reconstruction et l'édification d'une [paix positive](#) durable. Cela fait partie de la mise en œuvre de [l'ODD 16 sur des institutions fortes et justes](#). Cela comprend la cohérence des autres politiques et priorités étrangères, par exemple en termes de démilitarisation et de financement des conflits.

En tant que leader mondial des droits de la personne, le Canada doit dénoncer les abus commis par les soldats de la paix de l'ONU et garantir l'absence d'impunité pour les auteurs de violence sexiste ou de violence (sexuelle) par des militaires ou d'autres membres du personnel, en particulier pour les violations commises contre les populations locales, notamment les jeunes femmes et filles.

Dans l'ensemble, nous demandons une plus grande prise en compte des jeunes dans la nouvelle PEF, présentement les jeunes ou les jeunes femmes ne sont mentionnés que onze fois dans la politique actuelle. Nous demandons d'inclure des partenariats avec de jeunes leaders dans les initiatives de paix et d'assurer la mise en œuvre des ODD ; reconnaissant que les jeunes ne devraient pas être regroupés dans la même catégorie que les enfants, car leurs expériences sont uniques et leurs contributions différentes. Ceci est essentiel pour garantir que personne ne soit laissé pour compte.

Être transformateur de genre est essentiel pour une politique étrangère féministe efficace et globale. Nous ne voulons pas de solutions temporaires ; par conséquent, nous demandons que cette politique soit créative dans sa conception et son approche en garantissant une perspective centrée sur la paix et dé-colonialisation. En déplaçant les priorités de la sécurité de l'État vers la sécurité humaine, y compris dans les engagements de financement, nous pouvons garantir des engagements féministes plus solides et



CCYPS

Canadian Coalition for
Youth, Peace &
Security

reconnaître et contester les effets oppressifs des systèmes capitalistes actuels qui perpétuent la violence et les conflits.

Enfin, nous demandons des données et qu'une preuve d'engagement dans la pratique appliquée soit priorisée. Pour assurer un suivi et des rapports approfondis, nous suggérons un financement dédié aux mécanismes de rapports parallèles, spécifiquement dirigés par des représentant(e)s intersectionnels et intergénérationnels de la société civile des régions canadiennes et bénéficiaires de l'aide.

En intégrant ces recommandations, nous pouvons garantir une politique étrangère féministe forte, robuste et inclusive - en continuant de montrer l'exemple et en appuyant les personnes les plus touchées par la violence et les crises.

Ces recommandations ont été préparées par le Groupe de travail sur le plaidoyer gouvernemental de la Coalition canadienne sur l'agenda Jeunes, paix et sécurité. Il ne reflète pas nécessairement les vues de tous ses membres.